



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Arnaud MOYNIER, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Adhésion à l'association Centre Européen de prévention de Risque d'Inondation (CEPRI) - Désignation de représentants - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est gestionnaire des ouvrages de protection contre les inondations qu'elle construit sur son territoire. Dans le cadre de la compétence GEMAPI, les ouvrages communaux de protection contre les inondations sont aussi transférés à la Métropole qui en assure la gestion. Ces ouvrages sont constitués pour la plupart de digues et de barrages.

L'exercice de la compétence GEMAPI impose de construire les ouvrages dans les règles de l'art puis d'en assurer une gestion efficace, afin de maintenir dans le temps le niveau de protection pour lequel les ouvrages ont été réalisés. Outre la gestion courante comprenant l'entretien de la végétation et la surveillance régulière des ouvrages, les missions de gestion concernent aussi le respect des consignes de surveillance en période de crue et post-crue, la réalisation de visites techniques approfondies, des procédures d'intervention d'urgence pour réparer d'éventuels dommages aux ouvrages et de transmission de l'information en période de crise aux services de l'État chargés de la sécurité publique, dont la Préfecture, la DREAL et le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile ainsi qu'aux communes concernées.

Plus largement, à travers l'exercice de ses différentes compétences dans les domaines de l'eau, de la prévention et de la gestion des risques et de l'aménagement du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique globale et cohérente de résilience de son territoire face aux risques d'inondations.

Le Centre Européen de Prévention et de gestion du Risque Inondation (CEPRI) est une association loi 1901 créée en 2006, dont la principale mission est d'être l'appui technique et scientifique des collectivités territoriales et de l'Etat dans la prévention et la gestion du risque d'inondation. Afin de mener à bien cette mission, le CEPRI s'est fixé les objectifs suivants :

- de partager les bonnes pratiques et développer des outils pédagogiques dans le domaine du risque d'inondation à travers la publication et la diffusion des guides méthodologiques et rapports ;
- d'accompagner les collectivités locales dans la mise en place des réglementations européennes et nationales ainsi que dans la conception de démarches et de pratiques innovantes ;
- de faire vivre un lieu d'échange de savoir-faire, d'informations et d'expériences réussies pour tous les acteurs du risque d'inondation ;
- d'apporter un appui technique et son expertise auprès des instances locales, nationales et européennes pour moderniser la vision sur la gestion du risque d'inondation et la construction de la ville résiliente ;
- d'accompagner l'Etat dans les évolutions réglementaires telles que la directive inondation, les réformes du régime Cat-Nat, l'analyse coût-bénéfice, les digues et barrages comme ouvrages de danger, les SCoT, les PPR littoraux, etc.

Le CEPRI a ainsi su construire un réseau auquel adhèrent notamment des EPCI des littoraux français ou traversés par des grands fleuves et constitue une instance écoutée représentative des intérêts des collectivités locales en termes de gestion du risque inondation auprès des instances nationales et européennes.

Dans un contexte de constantes évolutions réglementaires et techniques, et face à la complexité de ces dernières, il est pertinent que la Métropole rejoigne ce réseau afin de participer aux échanges d'expériences et bénéficier des dernières avancées pour l'aider à mettre en œuvre ses politiques publiques de gestion du risque d'inondation et de construction de la ville résiliente. Il est ainsi proposé que Montpellier Méditerranée Métropole adhère au CEPRI.

La cotisation annuelle à l'association est fixée en fonction du nombre d'habitants de la collectivité. Les frais d'adhésion annuelle à l'association CEPRI s'élèvent ainsi à 2 000 €.

S'agissant d'une structure associative, il est proposé de désigner au sein du Conseil d'administration un représentant de la Métropole et son suppléant.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- Monsieur Philippe SAUREL, titulaire ;
- Monsieur Jean-Marc LUSSERT, suppléant.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée, ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association CEPRI pour un montant annuel de 2 000 € ;
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation du représentant de la Métropole et de son suppléant au Conseil d'administration de cette association par un vote à main levée ;
- désigner Monsieur Philippe SAUREL représentant titulaire et Monsieur Jean-Marc LUSSERT représentant suppléant de Montpellier Méditerranée Métropole et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-100238-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.